

Deuil national au Burkina après plus de 40 morts dans une attaque terroriste

Page 18

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 27 décembre 2021

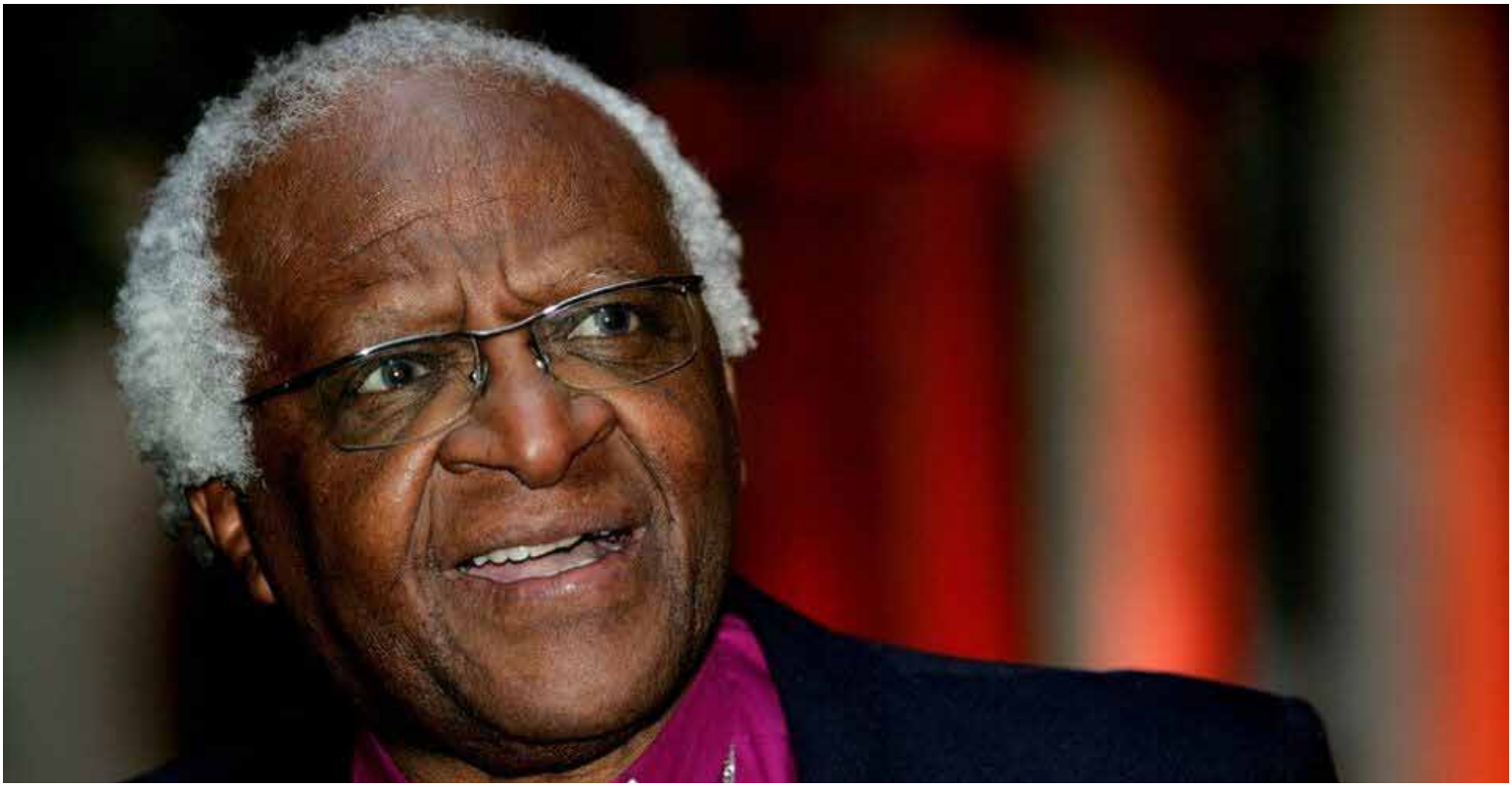
7 jrs/7

N°1818

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Desmond Tutu, icône de la lutte contre l'apartheid, est mort

Page 15



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

La Tunisie utilise des lois "répressives" contre les critiques

Page 13



Somalie : le mandat de l'Amisom prolongé de trois mois

Page 3



Covid Omicron : Washington annonce 580 millions de dollars d'aide internationale supplémentaire

Page 4



AFRIQUE DU SUD

Le secteur de la canne à sucre en souffrance après la vague d'émeutes

Les émeutes déclenchées par l'incarcération de l'ex-président Jacob Zuma , en juillet 2021, en Afrique du Sud a éprouvé le secteur de la canne à sucre qui peinait depuis quelques années à se relever. L'industrie est désormais en quête d'un plan national pour se relancer.



La région du Kwazulu-Natal a été l'une des plus touchées par la vague d'émeutes et de pillages de juillet

Dans la région du Kwazulu-Natal, qui concentre la majorité de la production du pays, environ 20 millions de tonnes de cannes à sucre sont produites chaque année. Cependant suite aux vagues d'émeutes, de pillages et d'incendies de juillet 2021, plus de 130 000 tonnes de canne à sucre brûlées ont été refusées par les usines de transformation. Ce qui représente une perte de plus de 4 millions d'euros, selon le principal syndicat. A cela s'est ajouté l'arrêt des transports qui a également affaibli le secteur. Des pertes qui n'aident pas une industrie qui était déjà en souffrance depuis longtemps. En effet, l'Afrique du Sud a vu sa production de sucre diminuer de près de 25% ces 20 dernières années, et le nombre de ses cultivateurs décliner de 60% sur cette même période.

Pour changer la donne d'ici 2030, le gouvernement sud-africain a entrepris de mettre en place un plan national qui va consister à diversifier la production finale en développant à travers la branche des biocarburants, ou encore en favorisant une consommation de sucre locale, plutôt que des importations moins chères. De leur côté, les syndicats du secteur milite pour la suppression de la taxe sur les boissons sucrées, mis en place par le gouvernement afin de diminuer la consommation de boissons gazeuses, en favorisant des alternatives sans sucre.

Malgré cette situation difficile dans laquelle se trouve ce secteur, le pays reste conserve néanmoins sa place parmi les 20 premiers producteurs mondiaux de canne à sucre avec environ 70 000 emplois directs et 270 000 indirects.

Source: rfi.fr

Roseline BADO

SOMALIE

Le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge de 3 mois le mandat de l'Amisom

Le Conseil de sécurité des Nations unies a voté mardi 21 décembre la prolongation de trois mois du mandat de la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) pour permettre à Mogadiscio de négocier un avenir agréable pour la force continentale.





Les soldats de l'Amisom sont déployés pour épauler les autorités somaliennes dans le combat contre les djihadistes du groupe Al-Shabaab.

La résolution 2614/2021 a été adoptée mardi ,accordant à la force de maintien de la paix la certitude nécessaire alors que la Somalie et l'Union africaine négocient pour savoir s'il faut se retirer complètement ou se renommer en une mission hybride UA-ONU. Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé « les États membres de l'Union africaine à maintenir le déploiement de la Mission de l›Union africaine en Somalie jusqu'au 31 mars 2022 », stipule la résolution. En outre, la résolution autorise l'Amisom à prendre toutes les mesures nécessaires dans le plein respect des obligations des États participants en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et dans le plein respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie , pour s'acquitter de son mandat, tel qu'il est défini. La prolongation de la mission de l'Amisom, dont le mandat devait expirer le 31 décembre, vise à éviter un vide. Le conseil de sécurité a expliqué que l'Amisom poursuivra ses opérations contre le groupe militant Al-Shabaab dans l'attente d'un accord formel entre Mogadiscio et l'Union africaine sur la sortie, la restructuration ou la réorganisation de la mission

La suite à la page 4

La suite de la page 3

en tant que force hybride UA-ONU avec des composantes civiles.

Anarchie

«Cependant, la mission a également réussi à repousser al-Shabaab qui est également son mandat principal et donc se retirer instantanément comme demandé par le FGS gouvernement fédéral de Somalie risque des gains par al-Shabaab et une chute libre au poste., des conditions d'anarchie semblables à celles de 1991.La prolongation de trois mois, a-t-elle soutenu, pourrait permettre aux parties de se concentrer sur l'aplanissement de leurs différends tout en garantissant que l'accent mis sur les menaces pour la sécurité ne faiblit pas.Plus tôt cette année, le Conseil de sécurité de l›ONU a prolongé le mandat de l›Amisom de février à décembre 2021 pour permettre une discussion sur son avenir, qui pourrait également inclure un examen du concept d'opérations par l'Union africaine et la Somalie.

Source: The East Afrique

K.Fiakofi

Covid-19: Washington annonce 580 millions de dollars d'aide internationale supplémentaire



Le secrétaire d'Etat, Antony Blinken a annoncé 580 millions de dollars supplémentaires.

La propagation rapide du variant Omicron renforce la nécessité de continuer à accélérer nos efforts pour mettre un terme à cette pandémie, car aucun d'entre nous n'est protégé tant que nous ne serons pas tous protégés", a-t-il déclaré

Le secrétaire d'État a précisé qu'il doit organiser dans la journée de mardi un échange avec ses homologues d'autres pays pour "coordonner" la réponse internationale au nouveau variant qui est déjà devenu dominant parmi les nouvelles infections sur le territoire américain. "J'appelle mes homologues à tenir et renforcer leurs engagements dans la lutte contre la pandémie. Nous devons agir ensemble, nous devons agir rapidement."

Ces 580 millions destinés à sept agences multilatérales portent l'aide américaine à 19,6 milliards, selon le département d'État.

Antony Blinken a affirmé qu'il s'agissait, en plus des 330 millions de doses de vaccins

La suite à la page 5

GUINÉE

La suite de la page 4

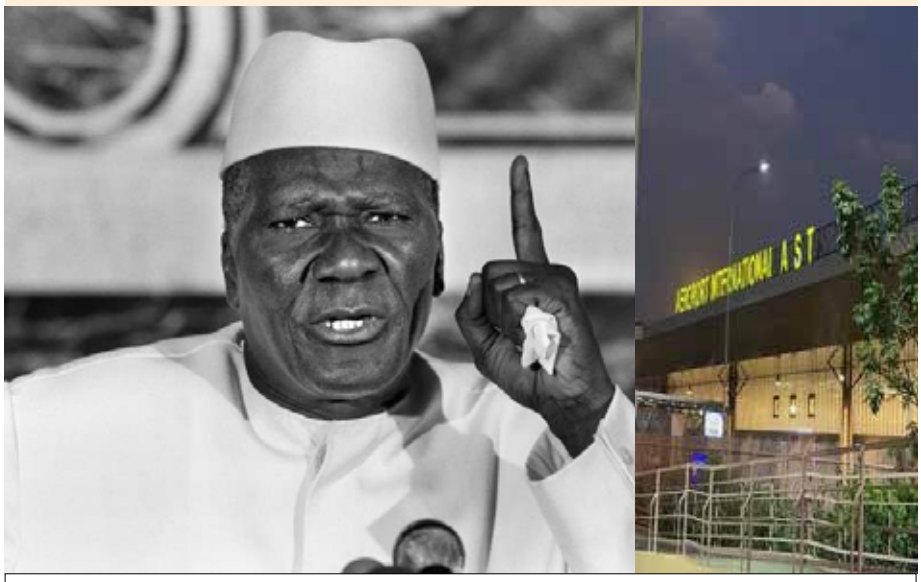
partagées par Washington avec le reste du monde, d'une "contribution importante pour que ces vaccins se transforment en vaccinations, pour renforcer les moyens de santé publique, soutenir les communautés dans le besoin et apporter une aide urgente susceptible de sauver des vies".

L'argent supplémentaire ira notamment à l'Organisation mondiale de la santé (280 millions de dollars), revenue au cœur de la stratégie des États-Unis sous la présidence de Joe Biden après la rupture décrétée par son prédécesseur Donald Trump. L'Unicef recevra 170 millions pour l'aider dans ses efforts de vaccination des populations vulnérables.

"Les États-Unis tentent de galvaniser l'action mondiale collective par notre exemple et notre leadership, et il est crucial que d'autres gouvernements tiennent leurs engagements", a insisté Antony Blinken, dont l'annonce intervient quelques heures avant un discours très attendu de Joe Biden sur sa réponse au variant Omicron.

Lucien DAKISSAGA

Polémique sur le nouveau nom de l'aéroport de Conakry «Ahmed-Sékou-Touré»



L'aéroport international de la Guinée porte désormais le nom du très controversé Sékou Touré

La junte au pouvoir que dirige Mamadou Doumbouya a décidé de renommer l'aéroport international de Conakry-Gbessia, « Ahmed Sékou Touré », en hommage au père de l'indépendance guinéenne. Cette décision qui fait polémique, intervient quelques jours après la restitution de biens immobiliers à la famille Touré indique l'agence Ecofin.

L'aéroport international de Conakry a été rebaptisé Ahmed Sékou Touré, du nom du tout premier président de la Guinée. Le Colonel Mamadi Doumbouya, chef de la junte, en a décidé via un décret diffusé le 18 décembre à la télévision nationale. Une annonce qui fait polémique dans le pays. En effet, selon l'agence Ecofin, Sékou Touré est un personnage controversé. C'est sous son impulsion que la Guinée devient le premier pays d'Afrique subsaharienne française à accéder à l'indépendance en 1958, et il est l'une des figures majeures de la décolonisation du continent noir. Environ 38 ans après sa mort en 1984, il demeure assez populaire dans l'opinion publique guinéenne qui l'érige en héros national. Le palais présidentiel du pays

La suite à la page 6

GUINÉE

La suite de la page 5



Mamadi Doumbouya et ses hommes en réhabilitant Sékou Touré ont aussi restitué les biens de ce dernier à sa famille

porte d'ailleurs toujours son nom.

Mais il est aussi fortement décrié pour les dizaines de milliers de morts causées par son régime qui sombre très tôt dans une dictature paranoïaque. Pendant 26 ans, le président Sékou va en effet gouverner par la terreur, emprisonnant et faisant exécuter sur fond de « complots ». De nombreux rescapés des prisons du régime (dont le célèbre camp Boiro) ont narré des faits de torture et de maltraitances diverses.

Vives réactions de certains guinéens

C'est pourquoi la nouvelle suscite de l'indignation. Abdoulaye Conté, secrétaire exécutif de l'association des victimes (AVCB), estime que c'est une insulte : « *Cette décision envoie aux oubliettes les victimes, banalise les crimes* ». Awa Dramé, représentante de la société civile a déclaré : « *Avec l'arrivée du CNRD, une des premières déclarations concernait la réconciliation des Guinéens. Là, nous sommes choqués et nous ne comprenons pas ce geste* ». Les internautes n'ont pas tardé à réagir où on pouvait voir notamment un tweet qui dit ceci : "C'est tout de même paradoxal de faire un coup d'Etat à une dictature pour réhabiliter une autre. Ceux qui sont heureux de voir aujourd'hui l'aéroport Ahmed Sékou Touré sont les mêmes qui diront dans 30 ans que Alpha Condé était un saint."

Source: Agence Ecofin

Pierre Oued

La Tanzanie simplifie la délivrance des permis de travail

Le gouvernement a simplifié la délivrance de permis de travail pour les étrangers avec un système en ligne qui, selon lui, réduit les jours d'attente de 33 à moins d'une semaine, a indiqué The Citizen sur son site.

Le commissaire au travail au cabinet du Premier ministre, Francis Mbindi, a déclaré mercredi 23 décembre, lors d'un briefing des journalistes que le processus électronique du permis de travail avait commencé le 23 avril de cette année, a indiqué thecitizen.co.tz. En effet, il a déclaré qu'au départ, lorsque le processus était manuel, l'exigence légale était de 14 jours, mais en raison d'un certain nombre de défis, le département du Travail prendrait jusqu'à 33 jours pour terminer la validation et la délivrance des permis. « *Auparavant, nous*

La suite à la page 7

TANZANIE

La suite de la page 6



Tous les 24 mois les demandes doivent être renouvelées

prenions beaucoup de temps pour traiter un permis de travail car nous manquions de personnel et devions numériser la demande, analyser les lettres alors qu'en même temps le processus était coûteux, nous devions nous procurer des papiers et de l'encre pour le processus qui était très encombrant », a-t-il déclaré selon la même source. Avec la numérisation du processus, le délai passe désormais à un jour, si toutes les exigences nécessaires sont remplies. En cas de contestation, le délai peut prendre jusqu'à sept jours pour la délivrance du permis.

Récemment, la présidente Samia Suluhu Hassan a été citée pour son programme d'amélioration de l'environnement des affaires en Tanzanie avec une série de changements aux lois sur la conduite et l'enregistrement des entreprises. En effet, le gouvernement propose une série de modifications à la loi sur les sociétés et à la loi sur les non-citoyens (réglementation de l'emploi) dans les sessions parlementaires en cours, par le biais des lois écrites. Pour cela, dans un autre développement, il a déclaré que le Parlement avait amendé l'article 12 du projet de loi pour prolonger de 5 à 8 ans le délai pour les candidats désireux de travailler en Tanzanie, lit-on dans un document. Les amendements proposés étendent également le quota d'immigrants de cinq employés actuels à 10 employés qui seront autorisés



Un investisseur employant 10 personnes localement, aura le droit d'employer un non-ressortissant

à rester et à travailler en Tanzanie pendant toute la période d'investissement.

Source : thecitizen.co.tz

Pierre Oued.

SÉNÉGAL

Une propositioin de loi criminalise l'homosexualité

L'homosexualité est pénalement réprimée au Sénégal en tant qu'attentat aux mœurs. Elle y est qualifiée juridiquement d'« acte impudique ou contre nature avec un individu de son sexe » et punie d'un à cinq ans de prison.



L'apologie de ces actes contre-nature précités est punie de 3 à 5 ans d'emprisonnement ferme et d'une amende de 500 000 à 5 000 000 F Cfa



Le but est « de lutter contre toute perversion dans l'espace public »

Depuis des mois, plusieurs députés travaillent avec des organisations religieuses et de la société civile pour modifier l'article 319 du code pénal afin de criminaliser l'homosexualité et durcir les peines qui passeraient de cinq à dix ans de prison ferme. Cette loi a été proposée, le mercredi 22 décembre 2021, par treize députés. Le projet durcit les peines punissant l'homosexualité au Sénégal et inquiète la communauté LGBTQ+, déjà fortement discriminée.

Cette proposition de loi modifiant l'article 319 de la loi n° 65-60 du 21 juillet 1965 portant Code pénal, a été initiée par le collectif And Samm Jikko-Yi et portée par une quinzaine de députés, soumise mercredi à l'Assemblée nationale. Objectif : Corser les sanctions pénales prévues pour les actes contre-nature que sont l'homosexualité, le lesbianisme, la bisexualité, la transsexualité. Dans l'exposé des motifs, il est mentionné que 50 ans après le vote de la loi n°66-16 du 1er février 1966 portant Code pénal, celle-ci est aujourd'hui inadaptée à

La suite à la page 9

La suite de la page 8

la réalité. «Le phénomène de l›orientation sexuelle au sens large heurte la morale et les croyances, frise l›indécence, sape la cohésion sociale et détruit les fondamentaux du pays où nous vivons. II prend des proportions inquiétantes et dangereuses, utilise les moyens de propagande les plus subtils et les plus efficaces, que seul une résistance ferme sous la protection de la loi peut permettre d'arrêter». Ces initiateurs soulignent que cette orientation sexuelle est désignée sous le sigle LGBT+. «A côté du LGBT+, les pratiques de la Nécrophilie et de la zoophilie sont tout aussi repoussantes et contraires à nos valeurs fondamentales», ont-ils notamment fait savoir.

Phénomène soutenu par certains, criminalisé par d'autres

Paradoxalement, déplorent les députés signataires de cette proposition de loi, la législation en vigueur ne reconnaît pas l'homosexualité comme un délit. Elle réprime simplement les actes impudiques ou contre nature commis par des personnes du même sexe. Souleymane Diouf, représentant du collectif Free Sénégal, de défense des droits des homosexuels, s'inquiète que le texte prévoit de punir l'apologie de l'homosexualité « par tout moyen de diffusion publique ou par le financement de toutes activités relatives à l'agenda LGBT ». Ce qui viserait les défenseurs des droits humains, selon le militant qui est soucieux de voir un recul de la démocratie et une montée de l'homophobie dans le pays.

And Sam Jikko Yi et les autres initiateurs de la proposition de loi demandent le remplacement du terme "actes contre-nature" par lesbianisme, homosexualité, bisexualité, transsexualité, intersexualité, zoophilie, nécrophilie et autres pratiques assimilées. Les personnes reconnues coupables devront être punies de 5 à 10 ans de prison et d'une amende de 500 000 à 5 000 000 F Cfa, sans possibilité de bénéficier de circonstances atténuantes.

Source: RFI, Allafrica

Fatimata COMPAORE

Les Etats-Unis durcissent le ton en raison du « déclin » dans la gouvernance démocratique

L'emprisonnement des opposants Joël Aïvo et Reckya Madougou, condamné par l'opposition et la société civile, n'en finit pas de faire des vagues et même au-delà des frontières du Bénin. Les USA qui avaient déjà dénoncé une ingérence politique dans le système de justice pénale ont annoncé une réduction de leur aide au pays, rapporte l'agence Ecofin.

Le gouvernement américain, par le biais de son agence indépendante d'aide à l'étranger, le Millennium Challenge Corporation (MCC), a décidé de sanctionner le Bénin en raison « *du déclin général sur plusieurs années de l'engagement du Bénin envers les critères d'éligibilité du MCC et les principes de gouvernance démocratique*

La suite à la page 10

La suite de la page 9



Le Bénin n'a pas été invité par le sommet Afrique - USA qui a eu lieu du 09 au 10 Décembre 2021 aux USA



L'ambassadrice des Etats-Unis près le Bénin, Patricia Mahoney, suit de près la situation au Bénin en matière de gouvernance démocratique

». La nouvelle a été rendue publique le mercredi 15 décembre, via un communiqué cité par l'agence Ecofin. En effet, selon le MCC, depuis plusieurs années, le Bénin ne respecte plus certains engagements entrant dans ses critères d'éligibilité. Il a donc décidé de « réduire de manière significative la part du pays dans l'investissement régional » prévu par le MCC.

Les USA avaient déjà exprimé leur préoccupation quant à la condamnation des opposants Reckya Madougou et Joël Aïvo depuis le 13 décembre, selon le département d'Etat. Washington soupçonne, en effet, le gouvernement béninois de mêler « la politique au système de justice pénale du pays ».

Un ciblage systématique des opposants politiques

Le communiqué publié le lundi 13 décembre sur le site du département d'Etat stipule ceci : « *Nous sommes alarmés par l'érosion continue de l'espace de dissidence, l'augmentation globale des restrictions à l'autonomie participative et à la liberté d'expression et le ciblage systématique des personnalités politiques de l'opposition* ». Pour rappel, le professeur de droit, Joël Aïvo, dont la candidature à la présidentielle d'avril 2021 avait été rejetée, a été reconnu coupable de « blanchiment de capitaux » et « atteinte à la sûreté de l'Etat » et condamné dans la nuit du lundi 6 décembre à dix ans de prison et une amende de 77 000 dollars. Quatre jours plus tard, Reckya Madougou, ancienne garde des sceaux, a été condamnée à vingt ans de prison pour terrorisme. Face à ces condamnations, l'opposition se voit de plus en plus muselée dans un pays considéré autrefois comme un havre de démocratie.

Source : Agence Ecofin

Pierre Oued.

MALAWI

L'obligation du vaccin anti Covid viole les droits humains, selon la société civile

Des groupes de défense des droits civiques au Malawi ont mis en garde le gouvernement sur sa décision de rendre la vaccination Covid-19 obligatoire pour les travailleurs de première ligne.





Le pays veut réduire la propagation de la variante Omicron

À partir de janvier, il sera obligatoire pour les travailleurs du secteur public, y compris le personnel de santé, la police et les enseignants ainsi que les journalistes de se faire vacciner, d'après une annonce du ministre malawite de la Santé, Khumbize Kandodo Chiponda, la semaine dernière. Le gouvernement estime que la mesure contribuera à réduire la propagation du variant Omicron dans le pays. «L'accumulation de données continue d'indiquer que la majorité des personnes admises dans nos unités de traitement d'urgence ou qui ont perdu la vie à cause du Covid-19 n'ont pas été vaccinées», a déclaré au journal The Guardian Chiponda. Le Malawi a enregistré 66 166 cas de Covid-19 et plus de 2 300 décès depuis le début de la pandémie. Plus de 1,6 million de doses de vaccin ont été administrées. Cependant, cette décision a été accueillie avec inquiétude par les groupes de défense des droits civiques. Dans un communiqué , la Commission des droits de l'homme du Malawi a déclaré que la directive violait le principe selon lequel les interventions médicales sont du libre choix d'une personne.

"La commission ne soutient pas la vaccination obligatoire contre le Covid-19 car elle viole les droits humains fondamentaux tels que garantis par la constitution de la république du Malawi et d'autres instruments

La suite à la page 12

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 11

internationaux, même si la question des droits collectifs ou publics est prise en compte, « selon une déclaration. Sylvester Namiwa, directeur exécutif du Center for Democracy and Economic Development Initiatives , a déclaré que les jabs obligatoires n'étaient pas justifiés au Malawi. "Nos décisions devraient être fondées sur des connaissances scientifiques. Nous comprenons qu'il y a Covid-19, mais apprenons à vivre avec la maladie comme nous l'avons fait avec d'autres maladies telles que le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme et le diabète", a déclaré Namiwa. Certains ont déclaré que le moment de l'annonce était mal avisé. "Le timing de ces mesures n'est pas le bon. De nombreux Malawiens hésitent déjà à se faire vacciner et les mesures ont été annoncées à un moment où l'administration a perdu de sa popularité en raison de la hausse du coût de la vie et, par conséquent, forcer les gens à se faire vacciner rendrait la situation instable", a déclaré Moses Chabuka, directeur exécutif.

Source: The Guardian

K.Fiakofi

Les données Omicron ne doivent pas être extrapolées à tous les pays, selon le CDC



Les données d'Afrique du Sud qui suggèrent que la variante du coronavirus Omicron est 70% à 80% moins grave que Delta ne devraient pas être extrapolées à tous les pays, a déclaré jeudi, le chef des Centres africains de contrôle des maladies (CDC).

Une étude sud-africaine publiée mercredi a révélé que les personnes diagnostiquées avec Omicron dans le pays en octobre et novembre étaient 80% moins susceptibles d'être admises à l'hôpital que celles diagnostiquées avec une autre variante au cours de la même période. «Nous devons interpréter les données d'Afrique du Sud avec beaucoup de prudence», a déclaré, à News 24, John Nkengasong, directeur du CDC Afrique, lors d'une conférence de presse en ligne. «C'est le début et la pratique de la santé publique est locale.» «Faisons attention à ne pas extrapoler ce que nous voyons en Afrique du Sud à travers le continent ou à travers le monde », a-t-il déclaré. Il a déclaré que des facteurs tels que le jeune âge médian de la population sud-africaine pourraient jouer un rôle dans ce qui était observé dans le pays, et que des taux de vaccination différents entre les pays pouvaient également conduire à des résultats différents.

La suite à la page 13

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 12



L'efficacité de tous les vaccins Covid était réduite, dans une plus ou moins grande mesure, contre Omicron.

La variante Omicron met tous les vaccins en cause

Deux études britanniques ont également donné des indications selon lesquelles le risque d'hospitalisation est plus faible avec Omicron, mais dans une moindre mesure. Une étude de l'Imperial College de Londres a révélé que le risque d'hospitalisation était 40 à 45 % plus faible pour Omicron que pour Delta, tandis qu'en Écosse, un risque réduit d'hospitalisation a également été observé dans une analyse des premières données. Nkengasong a déclaré que l'efficacité de tous les vaccins Covid était réduite, dans une plus ou moins grande mesure, contre Omicron, et a exhorté les Africains qui n'étaient pas encore vaccinés à se manifester, et ceux qui devaient recevoir leurs injections de rappel.»Il est très clair que la variante Omicron remet en cause tous les vaccins», a-t-il déclaré, ajoutant que l'Afrique avait à peine atteint la barre des 10 % en termes de proportion de la population entièrement vaccinée.

Source: news-24

K.Fiakofi

La Tunisie réprime les critiques, selon HRW

Human Rights Watch a averti jeudi que les autorités tunisiennes utilisaient des lois «répressives» de l'ère de la dictature pour étouffer les critiques à l'encontre du président Kais Saied.

«Les autorités tunisiennes poursuivent les citoyens devant des tribunaux militaires et civils et les emprisonnent pour avoir critiqué publiquement Saied et d'autres responsables», a déclaré à l'agence Reuters ,Human Rights Watch .»Avec des lois répressives promulguées avant la révolution tunisienne, les procureurs s'en prennent à ceux qui critiquent Saied. «Saied, le 25 juillet, a limogé le gouvernement, suspendu le parlement et levé l'immunité des députés, pour ensuite gouverner par décret. La Tunisie a été le berceau des

La suite à la page 14

TUNISIE

La suite de la page 13





les poursuites contre des voix critiques

révoltes du printemps arabe il y a une décennie, et les actions de Saied sont intervenues après des années de troubles politiques et un marasme économique exacerbés par la pandémie de coronavirus. Alors que certains Tunisiens ont salué ses initiatives contre un système politique corrompu, d'autres l'ont qualifié de coup d'État et ont mis en garde contre un retour à l'autoritarisme.

Les critiques de Saied incluent l'ancien président en exil, Moncef Marzouki, qui a été condamné par contumace cette semaine à quatre ans de prison.Les médias tunisiens ont déclaré que Marzouki avait été reconnu coupable d'avoir porté atteinte à la sécurité de l›État depuis l›étranger et d›avoir causé un préjudice diplomatique .Un juge tunisien avait émis un mandat d›arrêt contre Marzouki en novembre, deux semaines après que Saied eut annulé son passeport diplomatique et ordonné à la justice d'enquêter sur lui.Plusieurs autres personnalités politiques et militants ont été jugés par des tribunaux militaires pour avoir critiqué publiquement Saied.Jeudi, un groupe de personnalités politiques anti-Saied a annoncé une grève de la faim contre son oppression flagrante et l'abolition totale des libertés .»Il est devenu clair sans aucun doute que Kais Saied est déterminé à installer son régime autoritaire sous couvert de populisme», ont-ils déclaré dans un communiqué sur Facebook. Eric Goldstein de HRW a déclaré que « défier publiquement le président et sa saisie de pouvoirs spéciaux, c'est risquer de se retrouver devant les tribunaux .»Faire taire les critiques est doublement dangereux à un moment où le président est occupé à concentrer tant de pouvoir entre ses propres mains», a-t-il ajouté.

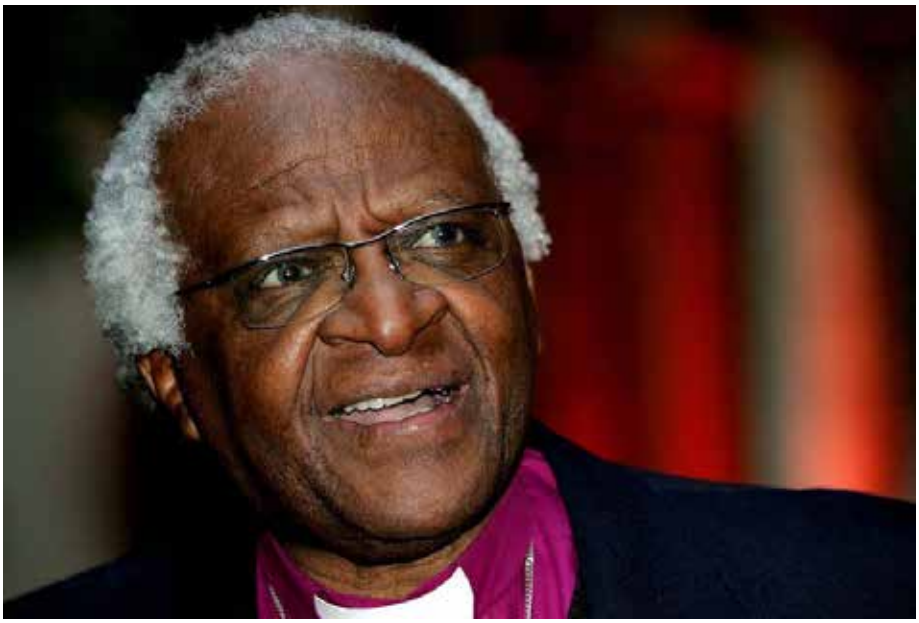
Source: The East Africa

K.Fiakofi

AFRIQUE DU SUD

Mort de Desmond Tutu
Florilège d'hommages à une '' figure essentielle de la nouvelle Afrique du Sud''

Desmond Tutu l'un des derniers vestiges de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud est mort ce dimanche 26 décembre 2021. L'archevêque anglican et Prix Nobel de la paix décédé à 90 ans aura marqué l'histoire de la ''Nation Arc-en-ciel'', une expression utilisée pour la première fois en 1993 Mgr Tutu pour désigner l'Afrique du Sud.



L'ancien archevêque sud-africain, nommé en 1986 en plein apartheid, est mort, dimanche 26 décembre, à l'âge de 90 ans. Il était une icône de la lutte contre l'apartheid. Surnommé «The Arch», il avait reçu le prix Nobel de la paix en 1984 pour sa contribution à apporter une solution et mettre fin au régime ségrégationniste en place en Afrique du Sud durant quatre décennies. Il a été le second Sud-Africain de l'histoire à se voir décerner ce précieux prix, le premier avait été remporté en 1960 par un autre homme de clergé, le révérend pacifiste Albert Luthuli, alors président du Congrès national africain (ANC).

L'homme et son engagement pour l'égalité raciale et des droits de l'homme

Desmond Tutu, instituteur de profession et fils d'un instituteur a grandi à Klerksdorp, à 150 km de Johannesburg. Il démissionne de son de son poste de professeur au Johannesburg Bantu High School, en 1957 pour s'insurger contre les nouvelles mesures sur l'enseignement donné aux Noirs. Il se lance alors dans des études de théologie au sein de l'Église anglicane et est ordonné prêtre à l'âge de 30 ans en 1971, puis doyen du diocèse de Johannesburg quatre ans plus tard. Il sera le premier noir à occuper ce poste, comme il sera plus tard le premier archevêque noir du Cap. Bénéficiant de son statut de clerc, Desmond Tutu fut épargné comparativement à des figures du combat anti-apartheid comme Nelson Mandela ou Steve Biko, et n'est passé que très brièvement par la case prison. Lors des émeutes écolières de Soweto, réprimées dans le sang le 16 juin 1976, Desmond Tutu se fait remarquer en dénonçant la violence de la police exercée contre des enfants. «L'apartheid est le mal », répétait-t-il dans les années 1980, s'attaquant

La suite à la page 16

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 15



Après la fin de l'apartheid Desmond Tutu a dirigé la Commission vérité et réconciliation sous le règne du président Nelson Mandela

aux fondements religieux de ce régime. « C'est le système le plus vicieux inventé par l'homme depuis le nazisme. » Les Afrikaners, qui se considèrent comme un peuple élu, responsables d'une mission civilisatrice, sont ravalés par Tutu au rang de pêcheurs. Quand il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1984, les Sud-Africains y voient un signal fort de soutien venu de l'étranger. Les sanctions économiques internationales, qu'il appelle de ses vœux et qui contribueront à faire plier le régime, entrent en vigueur en 1985. Un an plus tard, Tutu est nommé premier archevêque noir de l'Église anglicane en Afrique du Sud et quitte Soweto pour prendre ses quartiers dans une résidence confortable du Cap. Après l'avènement de la démocratie multiraciale marquée par l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, monseigneur Tutu, renonce à ses projets de retraite pour servir la nation. Il préside alors la Commission vérité et réconciliation (CVR). A la tête de la CVR, il va enquêter sur les violations des droits de l'homme commises entre le 1er mars 1960 (massacre de Sharpeville) et le 5 décembre 1993 (fin de la transition). La CVR sillonne le pays pour recueillir les plaintes des victimes et rassemble des informations sur les atrocités commises.

Un comité spécial chargé des amnisties se penche sur les demandes de pardon formulées par les anciens bourreaux, qui seront accordées en échange de la vérité. Ce qui vaudra bien des critiques de la communauté noire à l'encontre de Tutu. Depuis 2010, à l'âge de 79 ans, l'archevêque Tutu avait décidé d'arrêter les apparitions publiques qui le fatiguaient mais continuait de s'intéresser à la marche de la nation. Il protestait ces dernières années contre les inégalités sociales, la pauvreté, mais aussi la corruption des nouvelles élites noires. « Je vous préviens, disait-il en octobre 2011, deux

La suite à la page 17

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 16



Plusieurs personnalités ont rendu hommage à l'illustre disparu

ans à peine après l'accession de Jacob Zuma à la présidence : un jour, nous commencerons à prier pour la défaite de l'ANC. » L'histoire lui a donné raison. Cinq ans plus tard, l'ANC a été désavoué par des revers historiques lors des municipales. Tout en dénonçant les injustices dans le monde, les violations des droits de l'homme au Sri Lanka ou lois anti-homosexuelles en Ouganda, il n'a cessé de taxer Jacob Zuma de président « honteux » , en raison des innombrables scandales qu'il a provoqués.

Les hommages du monde entier

Les réactions se multipliaient en hommage à l'archevêque anglican après l'annonce de sa mort. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa a fait part, dans un communiqué, de «sa profonde tristesse suite au décès, « de cette figure essentielle de l'histoire du pays''. Louant le parcours de Desmond Tutu, le président sud-africain évoque notamment «un homme d'une intelligence extraordinaire, intègre et invincible contre les forces de l'apartheid», faisant partie d'une '' génération de Sud-Africains exceptionnels qui nous ont légué une Afrique du Sud libérée».

Le chef de l'Etat français Emmanuel Macron, a salué dans un tweet, le « combat » de Desmond Tutu pour la fin de l'apartheid et la réconciliation sud-africaine. Mgr Tutu « consacra sa vie aux droits de l'Homme et à l'égalité des peuples », a-t-il rappelé. « Il a été une figure essentielle de la lutte contre l'apartheid et de la lutte pour la création d'une nouvelle Afrique du Sud. Nous nous souviendrons de lui pour son leadership spirituel et sa bonne humeur irrépressible », a écrit le Premier ministre britannique Boris Johnson. Au Kenya, le président Uhuru Kenyatta a estimé que « le décès de l'archevêque Desmond Tutu est un coup dur non seulement pour la République d'Afrique du Sud, où il laisse derrière lui une empreinte immense en tant que héros de la lutte contre l'apartheid, mais aussi pour tout le continent africain, où il est profondément respecté et célébré en tant qu'artisan

La suite à la page 18

BURKINA FASO

La suite de la page 17

de la paix. » Le Dalaï Lama a salué un« grand homme, qui a vécu une vie pleine de sens », « entièrement dévoué au service de ses frères et sœurs ». « L'amitié et le lien spirituel entre nous étaient quelque chose que nous chérissions », a-t-il dit de son vieil ami. "L'archevêque Desmond Tutu était un mentor, un ami et un phare moral pour moi et tant d'autres", s'est exprimé sur Twitter l'ancien président américain Barack Obama. La Reine Elizabeth II a salué la mémoire d'un homme qui a défendu ''inlassablement les droits humains en Afrique du Sud et dans le monde entier". Le pape François s'est déclaré "attristé" par cette perte. "Dans les yeux de Desmond Tutu, nous avons vu l'amour de Jésus. Dans sa voix, nous avons entendu la compassion de Jésus. Dans son rire, nous avons entendu la joie de Jésus. C'était beau et courageux", a déclaré le souverain pontife.

Sources : RFI, La Croix, France 24

Auguste Don de Dieu

Attaques terroristes au nord du Burkina : Une quarantaine de morts dont le chef VDP, un deuil national décrété



Dans la nuit du 24 au 25 décembre dernier, une attaque terroriste dans les encablures de Titato dans le Lorum, au Nord du Burkina, a fait au moins 40 morts Le président Roch Marc Christian Kaboré a décrété un deuil national de deux jours après la nouvelle attaque terroriste dans la localité de You, dans le nord du pays. Elle a fait au moins 41 morts dont des civils et des supplétifs de l'armée, les VDP. Le chef VDP, Soumaïla Ganamé (photo), a été grièvement blessé à l'occasion. Transporté au CHU de Ouahigouya, il a succombé de ses blessures.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : Vers le prélèvement de 0,000024 $ par seconde d'appel pour financer la santé des plus vulnérables ?



Selon le Fonds Monétaire International (FMI), 70% des Nigérians paient encore de leur poche leurs soins de santé. La couverture universelle adoptée pour renverser cette tendance peine encore à atteindre ses objectifs. Les télécoms sont à nouveau sollicités comme la solution au problème. Le secrétaire exécutif du Régime national d'assurance maladie (NHIS) du Nigeria, Mohammed Sambo, a proposé le prélèvement d'un kobo (0,000024 USD) par seconde d'appel pour financer la santé pour les plus vulnérables, a rapporté l'Agence Ecofin.

Le nombre de cas de COVID-19 en Afrique dépasse 9,25 millions CDC Afrique



Le nombre total de cas positifs confirmés de COVID-19 en Afrique s'est élevé, mercredi dernier, à 9.259.813, a annoncé le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies CDC Afrique. Selon cette agence de l'Union africaine (UA) spécialisée dans les services de santé, la pandémie a causé 226.536 décès dans les 55 pays membres du bloc, tandis que 8.405.631 patients ont guéri de cette maladie sur ce continent. Selon les derniers chiffres du CDC Afrique, le continent africain représentait 3,3% du total mondial des cas de COVID-19 recensés dans le monde et 4,3% des décès dus à cette maladie.

Maroc/ Industrie manufacturière : Une augmentation de la production attendue



Au Maroc, les industries manufacturières s'attendent à une augmentation de leur production au 4e trimestre 2021. Cela est dû d'une part, à une hausse de l'activité de "l'Industrie alimentaire, de la Métallurgie et de l' Industrie automobile", et d'autre part, à une diminution de celle de "l'Industrie pharmaceutique et de la Fabrication d'équipements électriques", a rapporté www.lavieeco.com. Concernant les anticipations de l'emploi, les industriels prévoient globalement une augmentation des effectifs employés, selon le HCP, cité par notre source.

La production d'or du Zimbabwe en hausse de 30 pct en 2021

Les livraisons d'or du Zimbabwe en 2021 ont augmenté de 30% pour atteindre plus de 25 tonnes, soutenues par des incitations visant à renforcer la viabilité, avec un apport très important des mineurs à petite échelle, a rapporté theafricanews.net. L'or est une source de devises étrangères clé pour le Zimbabwe, représentant plus de 70% des entrées annuelles de devises fortes du pays, a ajouté notre source.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Mauritanie : Envoi d'une mission au Burkina pour faire la lumière sur le meurtre d'un citoyen mauritanien



Le ministère mauritanien des affaires étrangères et des mauritaniens de l'extérieur a annoncé l'envoi d'une mission au Burkina Faso, pour faire la lumière sur les circonstances de la mort d'un compatriote dans le pays, a annoncé Sahara médias. Selon un communiqué publié dans la nuit du 22 au 23 décembre 2021, cette mission est présidée par l'ambassadeur de Mauritanie au Mali, accrédité également au Burkina, Ahmedou O. Ahmedou. Le ministère a précisé que cette mission a tenu des réunions avec les autorités burkinabé et avec les représentants de la colonie mauritanienne dans ce pays.

Maroc : 124 514 projets de création d'entreprises à fin novembre



L'Office marocain de la propriété industrielle et commerciale (OMPIC) a délivré un total de 124 514 certificats négatifs (CN), entre janvier et novembre 2021, soit une croissance de 26% par rapport à la même période de l'année 2020, a rapporté lavieeco.com. Les certificats négatifs accordés pour l'intention de création des personnes morales représentent 93% du total des certificats délivrés, soit 115.869, alors que les intentions de création des enseignes constituent 7% du total des certificats délivrés avec 8.645, a précisé l'Office dans son dernier bulletin sur la propriété industrielle et commerciale au Maroc, cité par notre source.

Bénin : 5e Festival de la culture du vodoun démarre le 2 janvier prochain à Porto-Novo



La cinquième édition du Festival international de la culture, des arts et la civilisation du vodoun, visant à faire découvrir la diversité culturelle et du riche patrimoine historique du Bénin, se déroulera, du 2 au 10 janvier prochain, à Porto-Novo, ont annoncé, les organisateurs, dans un communiqué, cité par Xinhua. Cette édition est placée sous le thème général «*Restitution des patrimoines du Bénin. Recherches en provenance, densification et transmission des savoirs à Porto-Novo*». Elle sera une «*opportunité offerte aux Porto-Noviens, de présenter au monde sa richesse culturelle et historique*», selon ledit communiqué.

22 millions d'Éthiopiens auront besoin d'une aide alimentaire en 2022 (ONU)

Environ 22 millions d'Éthiopiens auront besoin d'une aide humanitaire en 2022 en raison de la poursuite du conflit armé, de la sécheresse, des inondations, des épidémies et des invasions de criquets, selon un rapport des Nations Unies, cité par Al-Arabiya. « *Les besoins humanitaires restent élevés dans plusieurs régions d'Éthiopie, avec au moins 20 millions de personnes nécessitant une forme d'aide humanitaire jusqu'à la fin de l'année* », selon ledit rapport.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
Site web www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA

Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21 +226 61 08 03 03 +226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info